

# LA CONSOMMATION EN FRANCE DE 1963 A 1964

Au moment de la préparation du numéro 1, 1965 de **Consommation**, le rapport sur les Comptes de la Nation de 1964 était publié. Il fournit une estimation de l'évolution de la consommation des Français de 1963 à 1964 établie à partir des travaux faits en commun par la Division de la Consommation de l'I.N.S.E.E. et le C.R.E.D.O.C.

Les tableaux 1 et 2 ci-après, qui permettront au lecteur de mettre à jour les séries de consommation de 1950 à 1963 publiées dans le numéro 4, 1964 de **Consommation**, ont également pour origine le rapport sur les Comptes de la Nation de 1964.

Une transformation des statistiques publiées dans les Comptes de la Nation a été nécessaire. En effet, la mesure de la consommation des Français peut se faire selon plusieurs conventions, également légitimes, mais qui répondent à des besoins différents. Les estimations que publie **Consommation**, s'adressant principalement à des lecteurs qui s'intéressent aux études des marchés des principaux biens et services, correspondent à la consommation totale directe ou indirecte. Cela nous a amenés à modifier les évaluations des Comptes de la Nation dans leur présentation. Aucune modification n'a cependant été apportée dans leur substance.

Les divergences principales entre les conventions retenues par les Comptes de la Nation et celles que nous adoptons dans **Consommation** sont les suivantes :

— les dépenses de services domestiques, de jeux (loterie nationale, P.M.U., etc...), d'assurances et de certaines catégories d'enseignement, sont considérées comme des transferts dans les Comptes de la Nation et ne figurent donc pas dans la consommation totale des ménages. Nous les reprenons par contre dans nos séries de consommation ;

— la valeur des produits alimentaires consommés hors du domicile (hôtels, cafés, restaurants ; cantines d'entreprises ; internats et demi-pensions scolaires ; établissements hospitaliers) figure, dans les Comptes de la Nation, dans le total des dépenses correspondant à ces différents services. Dans notre publication, ces dépenses sont groupées avec les autres consommations alimentaires et analysées selon les postes 11 à 19 de notre nomenclature. Les postes 4, 6 et 7 ne reprennent que la valeur ajoutée par les hôpitaux et autres établissements de soins, les établissements d'enseignement, les hôtels-café-restaurants et les cantines.

Le tableau 1 décrit l'évolution de la consommation totale des Français aux prix courants et, dans ses deux dernières colonnes, indique les pourcentages moyens de hausse des prix et d'augmentation de la consommation totale réelle, c'est-à-dire mesurée aux prix de 1956.

Le tableau 2 décrit l'évolution de la consommation moyenne par personne. La consommation moyenne du Français était de 5 289 F en 1963 et de 5 643 F en 1964.

L'augmentation de la valeur de la consommation par tête provient en grande partie d'une hausse moyenne des prix de détail qui a été de 3,8% de 1963 à 1964, alors que la consommation réelle par tête, évaluée aux prix de 1956 n'augmentait que de 2,8%.

Ce dernier chiffre traduit un léger ralentissement de la croissance du niveau de vie. Alors que l'augmentation de la population a été moindre de 1963 à 1964 que de 1962 à 1963 (620 000 au lieu de 650 000 personnes), la consommation réelle par tête n'a augmenté que de 2,8% au lieu de 4,3%. En contre-partie, la hausse des prix de détail a été nettement freinée.

La dernière colonne du tableau montre comme d'habitude que les différentes consommations évoluent de façon très diverse. Les disparités d'évolution ne peuvent pas être analysées au stade actuel de nos informations, surtout pour les consommations non-alimentaires. Les estimations présentées ici sont en effet regroupées en postes dont le contenu est souvent hétérogène. C'est ainsi que le poste « habitation » regroupe les loyers et les charges, les achats de mobilier et de biens d'équipement ménager, et les dépenses courantes de chauffage, d'éclairage et d'entretien du logement.

Ce n'est que sur des données plus détaillées, qui sont en cours d'élaboration, que les traits vraiment originaux de l'évolution résumée ici pourront être dégagés.

TABLEAU I  
CONSOMMATION INTÉRIEURE TOTALE DES PARTICULIERS EN 1963 ET 1964

	CONSOMMATION AUX PRIX COURANTS			ÉVOLUTION DES PRIX $\frac{1964}{1963} \times 100$	INDICES DE LA CONSOMMATION RÉELLE (aux prix constants de 1956) $\frac{1964}{1963} \times 100$
	1963 (millions F)	1964 (millions F)	$\frac{1964}{1963} \times 100$		
<b>I. ALIMENTATION ET BOISSONS</b>					
11. Produits à base de céréales .....	10 563	11 188	105,9	103,7	102,1
12. Légumes .....	7 027	6 568	93,5	91,3	102,4
13. Fruits .....	5 242	5 580	106,4	99,7	106,7
14. Viandes .....	26 915	29 275	108,8	107,9	100,8
15. Volailles, œufs, poissons .....	9 272	9 416	101,6	96,9	104,9
16. Lait et fromages .....	7 666	8 033	104,8	102,3	102,4
17. Corps gras .....	6 224	6 521	104,8	102,2	102,5
18. Autres produits alimentaires .....	4 861	5 138	105,7	102,3	103,3
19. Boissons .....	18 616	20 306	109,1	103,3	105,6
<b>ALIMENTATION ET BOISSONS .....</b>	<b>96 386</b>	<b>102 025</b>	<b>105,9</b>	<b>102,7</b>	<b>103,1</b>
<b>2. Habillement .....</b>					
3. Habitation .....	43 782	46 847	107,0	103,9	103,0
4. Hygiène et soins .....	23 943	28 109	117,4	107,9	108,8
5. Transports et communications .....	20 837	22 441	107,7	101,6	106,0
6. Culture, loisirs, distractions .....	20 840	22 945	110,1	104,0	105,9
7. Hôtels, cafés, restaurants } .....	15 321	17 251	112,6	108,0	104,3
8. Consommations diverses }					
<b>CONSOMMATIONS NON ALIMENTAIRES .....</b>	<b>155 508</b>	<b>170 256</b>	<b>109,5</b>	<b>104,6</b>	<b>104,7</b>
<b>CONSOMMATION TOTALE .....</b>	<b>251 894</b>	<b>272 281</b>	<b>108,1</b>	<b>103,8</b>	<b>104,1</b>

TABLEAU 2  
CONSOMMATION PAR TÊTE EN 1963 ET 1964

POPULATION (en milliers) .....	1963	1964	ÉVOLUTION DE 1963 A 1964 1963 = 100	
	47 630	48 250 1964/1963 = 101,3	En valeur	Consommation réelle (aux prix constants de 1956)
Consommation aux prix courants Unité : Francs par an et par personne				
<b>I. ALIMENTATION ET BOISSONS</b>				
11. Produits à base de céréales .....	221,77	231,87	104,6	100,8
12. Légumes .....	147,53	136,12	92,3	101,1
13. Fruits .....	110,06	115,65	105,1	105,3
14. Viandes .....	565,08	606,72	107,4	99,5
15. Volailles, œufs, poissons .....	194,67	195,15	100,2	103,6
16. Lait et fromages .....	160,95	166,48	103,4	101,1
17. Corps gras .....	130,67	135,15	103,4	101,2
18. Autres produits alimentaires .....	102,06	106,49	104,3	102,0
19. Boissons .....	390,84	420,84	107,7	104,2
<b>ALIMENTATION ET BOISSONS .....</b>	<b>2 023,63</b>	<b>2 114,47</b>	<b>104,5</b>	<b>101,8</b>
<b>2. HABILLEMENT</b>				
2. Habillement .....	646,33	676,95	104,7	101,5
3. Habitation .....	919,21	970,92	105,6	101,7
4. Hygiène et soins .....	502,69	582,57	115,9	107,4
5. Transports et communications .....	437,47	465,10	106,3	104,6
6. Culture, loisirs, distractions .....	437,54	475,54	108,7	104,5
7. Hôtels, cafés, restaurants } .....	321,67	357,53	111,2	103,0
8. Consommations diverses }				
<b>CONSOMMATIONS NON ALIMENTAIRES .....</b>	<b>3 264,91</b>	<b>3 528,61</b>	<b>108,1</b>	<b>103,4</b>
<b>CONSOMMATION TOTALE.....</b>	<b>5 288,54</b>	<b>5 643,11</b>	<b>106,7</b>	<b>102,8</b>

# BIBLIOGRAPHIE

**LA PLANIFICATION SOCIALE** ; Jacques ANTOINE. Revue *Metra* ; vol. IV, n° 1, 1965 (1).

Les préoccupations du planificateur confronté aux problèmes du développement ne sauraient se limiter purement et simplement à rechercher la maximisation du revenu national. Il apparaît bien en effet que doivent être pris en compte dans cette recherche des objectifs qui ne se traduisent pas en monnaie, tels que la conservation ou le rétablissement de la santé des citoyens, et des moyens non comptabilisables tels que le temps. On a coutume de désigner tous ces aspects sous le terme d'« aspects sociaux » du développement.

L'auteur constate qu'une des premières difficultés est de définir exactement ce que l'on entend par là ; il s'agit de catégories floues qui ne se réduisent aisément à aucune des distinctions habituelles (biens et services — public et privé...) et qui ne peuvent non plus entrer dans une énumération simple.

Deux valeurs semblent toutefois pouvoir caractériser les buts principaux qu'implique un développement « social » : le bien-être et l'équité. Assigner ces deux objectifs au développement, c'est déjà annoncer que non seulement le social n'est pas inclus dans l'économique, mais se trouve fréquemment en conflit avec lui. Car assurer le bien-être maximum peut impliquer parfois la réduction de la croissance en certains secteurs (il s'agit du reste plutôt de conflits entre court terme et long terme) et c'est encore plus évident quand il s'agit de l'équité. Les actions sociales se trouvent donc en concurrence avec les objectifs économiques et le problème de leur justification se trouve posé, ce qui nécessite d'en calculer les effets.

Or, les efforts pour évaluer l'efficacité optimale du social par rapport à l'économique, ou même pour comparer l'opportunité relative de deux mesures sociales, se heurtent à une difficulté fondamentale qui est celle de l'impossibilité d'un véritable « calcul social ». Les satisfactions tirées de telle ou telle mesure envisagée s'expriment en termes encore trop flous pour constituer un critère indiscutable, et certaines « utilités » de nature sociale ne peuvent être jugées en référence à un étalon monétaire qui permettrait de les comparer.

Jacques Antoine assigne à l'effort des chercheurs quelques objectifs précis pour tenter d'améliorer l'évaluation et donc la prise en compte des aspects sociaux de la planification : classer les besoins au moyen d'indicateurs numériques ainsi que les moyens d'action, évaluer le rendement par une analyse coûts-résultats la plus exacte possible, d'abord pour des actions se limitant à un domaine déterminé, puis pour des actions s'exerçant dans plusieurs domaines, et d'autre part, analyser plus exactement la notion d'équité, tout en observant les dispersions des ressources et des possibilités entre groupes sociaux, possibilités qui doivent être la résultante de plusieurs composantes : revenu, accès aux services fondamentaux, participation aux responsabilités collectives.

Il est clair, et l'article de J. Antoine le montre de façon convaincante, qu'en définitive toute planification est nécessairement sociale. En effet, la planification a toujours des conséquences sociales et en fin de compte ce sont elles, et elles seules, qui touchent les hommes. Mais la complexité des problèmes ainsi soulevés amène à prendre conscience de quelques difficultés essentielles.

La première est liée à la nécessité d'opérer un choix entre les critères. Lorsqu'on se fixe pour objectif unique la maximisation du revenu national, un accord sur ce critère est

---

(1) Cf. Séminaire Européen organisé sous l'égide des Nations Unies à Helsinki du 3 au 12 août 1964 sur « Les problèmes et méthode de la Planification sociale ». Un colloque sur un thème voisin a été organisé à Rennes par l'Institut de Recherche des Nations Unies pour le développement social et le Bureau des Affaires Sociales de l'Office Européen des Nations Unies, en coopération avec le Ministère français de la Santé Publique et de la Population. Le professeur TINBERGEN a présidé ces débats consacrés à « l'analyse des coûts et avantages appliquée aux programmes sociaux ». Les résultats de ce colloque feront l'objet de publications ultérieures. La note préparée à cette occasion par le Dr RÖSCH, Directeur Adjoint du C.R.E.D.O.C., paraîtra dans un prochain numéro de **Consommation**.

relativement aisé. On peut en effet admettre, sans autre information que, pour tous les citoyens, un revenu national élevé est préférable à un revenu national faible, toutes choses égales d'ailleurs. Déjà, cette dernière condition fait problème ; néanmoins, sur le sens général des préférences, il semble bien qu'il y ait un accord suffisant. Il n'en va plus de même pour les critères dits sociaux. Il n'y a plus d'objectif clair, et acceptable pour tous. Nous n'avons aucune raison de supposer que l'ensemble de la population est homogène dans ces préférences. Conscient de ces problèmes, J. Antoine se tourne vers les sciences sociale et attend d'elles la possibilité de fixer à la planification des objectifs adéquats.

Or ce recours aux sciences sociales, de plus en plus fréquent chez les économistes et les politiques, recouvre en fait deux demandes dont le contenu idéologique est très différent et qu'il importe de distinguer, même s'il faut pour cela les opposer artificiellement. La première attitude — et il semble que ce soit vers elle que s'oriente J. Antoine — consiste à attendre des sciences sociales une définition « objective » des besoins et de leur hiérarchie. La deuxième cherche à utiliser les méthodes des sciences sociales pour connaître les préférences et les souhaits de la population. C'est la « démocratie du sondage » qu'on entend souvent préconiser depuis quelques années. La planification sociale ne peut qu'osciller entre ces deux pôles qui constituent deux tentations simplificatrices : recourir aux experts, à « ceux qui savent ce qui est bien », qu'ils soient scientifiques ou idéologues, ou tenter de donner aux hommes ce qu'ils souhaitent, avec toutes les difficultés logiques et pratiques de la définition d'une volonté collective. Et les difficultés sont d'autant plus complexes que les différents secteurs de la société sont plus interdépendants.

On touche ici à une autre difficulté dans la mise en œuvre d'une planification sociale : celle de fonder cette politique sur une appréciation des résultats. En effet, du fait de l'interdépendance des secteurs, il faut se garder de juger l'efficacité d'une mesure considérée comme « sociale » simplement sur ses résultats propres, indépendamment du contexte économique et social global.

La cohérence des objectifs impartis aux différentes actions n'est pas immédiate ; une mesure bénéfique en soi, par exemple dans le sens d'une plus grande équité, peut entraîner des effets qui tendent à ralentir la croissance du bien-être pour certaines catégories ou pour l'ensemble de la société considérée. On connaît à cet égard le cas de certains pays qui, après avoir pris des mesures pour diminuer les disparités de salaires entre catégories extrêmes, se sont vus obligés de revenir à l'état antérieur plus stimulant pour la croissance du niveau de vie général.

Or, ces réactions en chaîne sont d'autant plus mal connues qu'elles mettent souvent en jeu des mécanismes psychosociologiques encore peu explorés et qu'elles nécessitent une observation sur longue période.

Un long chemin reste donc à parcourir pour découvrir les meilleurs moyens de définir et de mettre en œuvre une planification sociale efficace. La réflexion à laquelle J. Antoine introduit ses lecteurs peut permettre d'en définir quelques étapes importantes.

Agnès PITROU.

Benjamin MATALON.

## **CONSOMMATION (ANNALES DU C. R. E. D. O. C.)**

### **1958**

- N° 1. — Les revenus non agricoles. — Les budgets familiaux en 1956. — La consommation en 1957.
- N° 2. — Le tableau de la consommation des Français de 1950 à 1957.
- N° 3. — Les variations saisonnières des dépenses des ménages. — Les dépenses médicales en 1956.
- N° 4. — Numéro spécial sur le crédit à la consommation.

### **1959**

- N° 1. — Numéro spécial sur les dépenses régionales.
- N° 2. — Les dépenses d'automobiles des ménages français. — La consommation des produits animaux.
- N° 3. — L'analyse des budgets familiaux. — Niveau de vie et consommation de la population non agricole. — La consommation des particuliers de 1956 à 1958.
- N° 4. — Un modèle prospectif du marché de l'automobile. — La consommation de fruits et légumes. — Le matériel ménager dans les foyers français.

### **1960**

- N° 1. — Développement économique et équipements urbains. — L'appareil commercial français.
- N° 2. — La consommation des ménages français en 1956 : compte rendu d'une enquête, volume 1.
- N° 3. — La consommation des ménages français en 1956 : compte rendu d'une enquête, volume 2.
- N° 4. — Numéro spécial sur l'épargne. — La consommation des Français en 1958 et 1959.

### **1961**

- N° 1. — La consommation alimentaire en 1956. — La consommation des boissons.
- N° 2. — Consommation et niveaux de vie de quelques groupes sociaux. — Les perspectives à long terme de la demande de textile.
- N° 3 et 4. — Tableau général de la consommation des Français de 1950 à 1960.

### **1962**

- N° 1. — Une enquête sur la consommation médicale. — Théorie sommaire de la distribution.
- N° 2. — Les perspectives de consommation dans le 4<sup>e</sup> Plan. — L'appareil commercial français en 1960. — Essai d'analyse régionale de la consommation des ménages agricoles.
- N° 3. — Les conditions de logement des Français en 1961.
- N° 4. — L'écart entre revenus et dépenses et la dispersion des dépenses dans une enquête sur les budgets familiaux. — Croissance industrielle et développement du commerce dans le bassin de Berre. — Les achats de produits alimentaires par les collectivités.

### **1963**

- N° 1. — Une enquête sur les dépenses d'utilisation des automobiles. — La consommation des Français en 1961.
- N° 2. — Une enquête sur les dépenses d'utilisation des automobiles. — Précision des estimations dans les enquêtes sur les budgets familiaux.
- N° 3. — Aspect de la croissance urbaine 1954-1962. — Les activités tertiaires. — Les champs d'action des équipements hospitaliers.
- N° 4. — La consommation en France en 1961 et 1962. — Liste des enquêtes de consommation effectuées en France de 1959 à 1963.

### **1964**

- N° 1. — Un modèle des dépenses médicales appliqué aux données d'une enquête. — L'épargne des ménages en Israël.
- N° 2. — Évolution de la population des ménages de 1954 à 1962. — L'étude de la demande des biens de consommation en économie planifiée.
- N° 3. — Comparaison internationale des dépenses d'habitation. — Quelques problèmes de mesure et de prévision de la consommation d'énergie des ménages.
- N° 4. — La consommation en France en 1963. — La demande des principaux fruits consommés en France. — Évolution de l'équipement des ménages depuis 1959. — Les dépenses de loisirs (évolution passée et prévisions).

## **SOMMAIRE DES PROCHAINS NUMÉROS**

Analyse économique et planification urbaine. — Louer ou acheter son logement, réflexions sur le rôle de l'avenir dans ce choix. — La consommation des boissons en France de 1960 à 1963. — Les produits surgelés. — Les études d'armature urbaine régionale. — Quelques problèmes posés par la prévision de la demande en services collectifs. — Les dépenses de location de voitures sans chauffeur. — Les conditions de logement et les insatisfactions des ménages en 1961.

# sommaire

## ÉTUDES

Michel GUILLOT

Quelle est la rentabilité des capitaux investis dans les logements en location ? . . . . . 3

Philippe d'IRIBARNE

Analyse des phénomènes d'induction. . . . . 31  
Évolution de l'emploi dans le commerce par région entre 1954 et 1962.

## NOTES ET CHRONIQUES

Élisabeth SALEMBIEN

Quelques réactions des ménages à l'égard de leur logement . . . . . 51

Arié MIZRAHI

Un modèle des dépenses médicales. . . . . 60  
Effet simultané de deux ou plusieurs caractères socio-économiques.

C.R.E.D.O.C.-I.N.S.E.E.

La consommation en France de 1963 à 1964 . . . . . 76

## BIBLIOGRAPHIE

**CENTRE DE RECHERCHES  
ET DE DOCUMENTATION  
SUR LA CONSOMMATION**

**30, rue d'Astorg, PARIS - 8<sup>e</sup>  
Tél. : ANJ. 79-57**

**1965 n° 1**

**janvier mars**